

DEUXIEME PARTIE

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE

Tableau 11
Répartition par poste des transferts des émigrés
Année 1987 (*)

(en M.Escudos)

A - Transferts privés nets	+ 2 466 M.Escudos																		
B -	<table border="0"> <tr> <td></td> <td align="center" colspan="3"><u>dont, en nature</u></td> </tr> <tr> <td></td> <td align="center">véhicules</td> <td align="center">Electro (1)</td> <td align="center">Autres</td> </tr> <tr> <td>- 281 =</td> <td align="center">240</td> <td align="center">15</td> <td align="center">26</td> </tr> </table>		<u>dont, en nature</u>				véhicules	Electro (1)	Autres	- 281 =	240	15	26						
	<u>dont, en nature</u>																		
	véhicules	Electro (1)	Autres																
- 281 =	240	15	26																
C - Transferts privés nets (monétaires)	+ 2 185																		
D -	<table border="0"> <tr> <td></td> <td align="center" colspan="2"><u>dont droits douane</u></td> </tr> <tr> <td></td> <td align="center">véhicules</td> <td align="center">Autres</td> </tr> <tr> <td>- 75 =</td> <td align="center">70</td> <td align="center">5</td> </tr> </table>		<u>dont droits douane</u>			véhicules	Autres	- 75 =	70	5									
	<u>dont droits douane</u>																		
	véhicules	Autres																	
- 75 =	70	5																	
E -	+ 2.110																		
F -	<table border="0"> <tr> <td></td> <td align="center" colspan="2"><u>Investissement</u></td> </tr> <tr> <td>- 900</td> <td align="center">.</td> <td align="center">Construction (total 1500)</td> </tr> <tr> <td>- 100</td> <td align="center">.</td> <td align="center">Terre</td> </tr> <tr> <td>- 20</td> <td align="center">.</td> <td align="center">Pêche</td> </tr> <tr> <td>- 90</td> <td align="center">.</td> <td align="center">Autres</td> </tr> <tr> <td>- 1.110</td> <td></td> <td align="center">Total</td> </tr> </table>		<u>Investissement</u>		- 900	.	Construction (total 1500)	- 100	.	Terre	- 20	.	Pêche	- 90	.	Autres	- 1.110		Total
	<u>Investissement</u>																		
- 900	.	Construction (total 1500)																	
- 100	.	Terre																	
- 20	.	Pêche																	
- 90	.	Autres																	
- 1.110		Total																	
G - Transferts monétaires aux ménages	+ 1.000																		
H -	Comptes-épargne spéciaux																		
I - Aux ménages pour consommation	+ 800 M. escudos																		

(1) Cotes 851, 920 et 921 des douanes - Voir aussi : SEDES, rapport de phase 1, p. 140 à 153

(*) Chiffres de la Comptabilité Nationale pour A et C
 Chiffres des douanes pour B et D (estimation SEDES)
 Estimations SEDES à partir des données BCV pour F (pêche, autres) et H
 Estimations SEDES à partir de la Comptabilité Nationale et des enquêtes pour F (construction, terre)

Ne sont pas pris en compte dans A les billets-avion prépayés et plus généralement, le compte "voyages aériens" (dont le voyage de l'émigré lui-même).

Le solde qui sera affecté à la consommation et à l'épargne (BCV, CECV) est d'environ 1 milliard d'escudos. Ce sont 800 M.Esc. qui ont été injectés dans la consommation, les 200 M.Esc. de l'épargne étant destinés à l'investissement.

En conclusion, il nous apparaît que cette année-là, un tiers des transferts privés nets ont été affectés à la consommation des ménages, une moitié environ à l'investissement, direct ou différé, un gros dixième à l'équipement des ménages (véhicules, appareils ménagers, électronique,...), quelques pour-cents en droits et taxes (56).

13.2 - Variance des comportements

Les chiffres du paragraphe 13.1 représentent une somme de milliers de comportements divers. Ainsi, certaines familles, les plus pauvres, vont consacrer la totalité des sommes reçues de l'extérieur à la consommation. D'autres, plus aisées, auront une stratégie d'investissement familial : logement, terre, bateau,... D'autres encore souhaiteront élargir leur base productive, par un investissement dans l'industrie, le commerce, les services.

Ce serait en conséquence une légèreté de ne pas assortir les flux repérés de commentaires sur la variance des distributions par utilisation finale.

En premier lieu, il faut dire que bon nombre de familles ne reçoivent rien de l'extérieur (*voir rapport SEDES de phase I, p. 135 à 139*). Parmi elles, un grand nombre de "solteiras" (une femme chef de famille) : 1 famille sur 4, voire 3, selon certaines enquêtes en milieu rural.

Le montant des envois varie avec le revenu de l'émigré : les transferts par les employés de bureau et marins sont 2 à 3 fois plus importants que par les ouvriers ou employés de maison (enquête SEDES).

Pour les familles pauvres recevant un revenu extérieur, l'affectation prioritaire est la nourriture durant la période de soudure (août-septembre) et au-delà. La construction et l'entretien de la maison suit.

(56) Dans les comptes nationaux actuels, on affecte actuellement les transferts privés nets pour moitié entre investissement et consommation. Cette clé de répartition simple pourrait être amendée au vu de nos réflexions.

Pour ce qui concerne la construction, une grande dispersion est observée. Depuis la maison d'habitation rurale jusqu'à l'immeuble ou la villa destinée à la location à Praïa ou Mindelo, en passant par le logement urbain de tout type, l'investissement varie de 1 à 20 : une dispersion beaucoup plus grande que pour l'alimentation. C'est à notre avis la variable stratégique n° 1 de la mobilisation de fonds supplémentaires en provenance de l'extérieur. La moitié des comptes-épargne spéciaux leur sont, semble-t-il, destinés. Des familles font construire 2, 3 maisons voire plus : elles sont destinées à la location. d'autres n'ont pas les moyens d'en construire une. De cette manière s'introduit et se développe un marché du logement locatif (dominant en ville), dont les inégalités sont à l'image des inégalités de capacité d'investissement des ménages, c'est-à-dire du revenu au-delà des consommations vitales : autrement dit, la distribution du patrimoine foncier est plus inégalitaire que celle des revenus des ménages.

En matière d'investissement productif, la référence familiale n'est pas dominante. La somme investie n'est pas le plus souvent issue d'un surplus familial (une fois les dépenses de consommation et de logement faites), mais d'un transfert autonome d'un résident étranger ou d'un rentrant (même temporaire) directement vers l'activité choisie (atelier, garage, bateau, hôtel,...). Ceci est très nettement repéré par la BCV et l'UPI, et est conforté par nos enquêtes. Les montants en jeu sont encore modestes : 150 à 200 M. Escudos par an. On pourrait y joindre les camions et autobus, voire certains taxis du poste B (une centaine de millions d'escudos supplémentaires). Ces postes pourraient être développés dans l'avenir avec une bonne chance de succès, dans la mesure où les investisseurs ciblés par la BCV sont dégagés de leurs obligations familiales.

Il y a 50.000 ménages au Cap-Vert. 30.000 à 35.000 bénéficient d'un transfert de l'extérieur. Un investissement productif significatif est engagé sur ces ressources extérieures, par quelques centaines de ménages. Chaque année, quelques milliers tout au plus si l'on cumule sur les 14 ans d'indépendance. 5.000 ont importé un véhicule ; beaucoup ne l'ont pas gardé. Des comptes-épargne en devises ont été ouverts par 3000 ménages au plus.

Ces chiffres peuvent être lus "en négatif" : 15.000 à 20.000 ménages n'ont rien reçu de l'extérieur, et la plupart de ceux qui ont reçu quelque chose l'ont affecté en totalité à la couverture de leurs dépenses courantes (alimentation, loyer ou entretien du logement,...). L'investissement si l'on excepte le logement personnel, est resté l'apanage d'une petite minorité.

Autrement dit, il existe une distribution des transferts (moyenne, variance) comme il existe une distribution des revenus. La première ne semble pas avoir pour effet de resserrer la seconde.

13.3 - Tendances

Un rapport d'il y a quelques années (57) présente ainsi la problématique des transferts :

"Les transferts de fonds réalisés par les travailleurs migrants sont au centre de l'analyse socio-économique des migrations internationales, car l'émigré est considéré comme un actif et un épargnant. A cet égard, ils constituent un des principaux arguments de l'approche macro-économique des migrations internationales en termes d'avantages ou d'inconvénients pour le pays d'accueil ou pour le pays d'origine. Dans cette optique, pour certains auteurs, les transferts de fonds constituent les bénéfices majeurs de l'émigration car ils augmentent le revenu national du pays d'origine, procurent à ce dernier une source de devises qui limitent le volume de son endettement extérieur ou consolident son indépendance financière ; enfin, ils contribuent au développement industriel, à l'augmentation des investissements dans le pays d'origine. D'autres auteurs, qui critiquent le mythe de la migration, source de développement du pays d'origine remettent en cause les prétendus avantages occasionnés par les envois de fonds, tels que leur contribution à la neutralisation du déficit chronique de la balance des paiements du pays d'origine, et leur utilisation comme financement des investissements industriels dans ce même pays. Les travailleurs migrants qui réussissent à accumuler quelques fonds, les investissent dans le secteur tertiaire (commerce, taxis,...), se construisent une maison, bref ne contribuent pas au financement des investissements industriels qui conditionnent le développement. Enfin, dans la mesure où les envois de fonds vont occasionner une rentrée supplémentaire de devises dans le pays d'origine, on peut penser que cette capacité accrue d'importation va se diriger vers le pays d'accueil et l'on peut considérer les envois de fonds comme "un véhicule de cet effet de feedback". Selon un auteur ce mécanisme "a pour effet d'exercer une forte contrainte sur le pays d'émigration et parallèlement de diminuer très sensiblement l'effet négatif de l'envoi de devises sur l'équilibre des paiements du pays récepteur. Ce mécanisme est l'un des liens de dépendance bilatérale qu'introduit la migration entre les pays émetteurs et récepteurs de main-d'oeuvre".

"Paradoxalement, rares sont les études qui ont intégré cette dimension dans les problèmes de migration de main-d'oeuvre et de développement économique".

Ce rapport conclut qu'aucune stratégie de développement national (concluant ou non à l'utilité des transferts) ne saurait négliger le comportement économique des "émigrés". Par les transferts, les migrants posent la question de la finalité et de l'utilité pour eux du développement, aussi bien dans leur pays d'origine que dans le pays d'accueil.

(57) L'argent des immigrés : revenus, épargne et transferts de huit nationalités immigrées en France - INED, Cahier n° 94, PUF, 1981, Paris